

Afrique du Sud/Politique

L'ANC réuni pour trancher le sort de Zuma

AFP  
Johannesburg/Afrique du Sud

Alors qu'il doit prononcer un important discours au Parlement cette semaine, le président doit faire face à une pression de plus en plus forte.

LA semaine s'annonce cruciale pour le très controversé président sud-africain Jacob Zuma : la direction de son parti était une nouvelle fois réunie hier pour tenter de trancher la délicate question de son éventuel départ anticipé, à trois jours d'un discours important qu'il doit prononcer au Parlement.

Le second mandat de Jacob Zuma, au pouvoir depuis 2009, n'expire qu'en 2019. Mais la pression n'a jamais été aussi forte pour qu'il l'abrège, tant dans l'opposition que dans son propre parti, le Congrès national africain (ANC).

Le chef de l'Etat doit prononcer jeudi son discours annuel sur l'état de la nation. Mais ses opposants dans les rangs de l'ANC sont bien décidés à obtenir son départ avant. Le temps est compté, plai-



Photo : AFP

Les divisions au sein de l'ANC - qui cherche à trancher le sort du président Zuma - ont entraîné des tensions dans la rue hier.

dent-ils, si l'ANC veut éviter une débâcle aux élections générales de 2019 et renouer avec tous ceux qui lui ont tourné le dos ces dernières années, écœurés par les multiples affaires de corruption qui éclaboussent Jacob Zuma. L'ANC multiplie depuis plusieurs semaines les réunions au sommet pour négocier une sortie de crise. Hier, le Comité de travail du parti, une de ses instances dirigeantes, était

réunie en urgence pour débattre du sort du président, selon la porte-parole de l'ANC, Khusela Diko. Il s'agit de "faire le point après la réunion avec le président Zuma" dimanche, a-t-elle précisé à l'AFP. **TENSIONS DANS LA RUE.** La veille au soir, l'exécutif de l'ANC s'était rendu à la résidence officielle de M. Zuma à Pretoria pour, selon le numéro 3 du parti Gwede Mantashe, parler "de ce qui est dans le meil-

leur intérêt de l'ANC et du pays". Rien n'a filtré officiellement de ces discussions. Mais, selon Julius Malema, chef des Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale), un ancien de l'ANC très bien informé de ses débats internes, le président Zuma a "refusé de démissionner". Il a estimé qu'il "n'avait rien fait de mal" qui justifierait son départ anticipé, a tweeté Julius Malema.

Les divisions au sein du parti ont éclaté dans la rue hier, devant le quartier général de l'ANC, où pro et anti-Zuma s'étaient donné rendez-vous pour faire entendre leur voix. Un bref échange musclé a opposé les partisans des deux camps. "Zuma doit partir", ont chanté les anti-Zuma. "Enlevez vos mains de Zuma", leur ont répondu leurs adversaires. Surnommé "le président aux neuf vies" en raison de sa capacité à survivre à tous les scandales, M. Zuma a perdu de son influence depuis l'élection de Cyril Ramaphosa à la tête de l'ANC. Vainqueur de l'ex-épouse de M. Zuma, Nkosazana Dlamini Zuma, l'actuel vice-président du pays tente de rassurer les milieux d'affaires sur sa volonté de réformer le parti et le pays, notamment en promettant d'être intraitable contre la corruption. L'Afrique du Sud est entrée "dans une nouvelle ère", a-t-il proclamé en janvier au Forum économique mondial de Davos. Mais plus Jacob Zuma se maintient au pouvoir, moins Cyril Ramaphosa est crédible, préviennent les analystes.

RDCongo/Violences

Plus d'une trentaine de morts en Ituri

AFP  
Kinshasa/RDCongo

Conséquence d'une nouvelle flambée de haine entre Hema éleveurs et Lendu agriculteurs.

LA reprise des violences communautaires en Ituri, qui avaient entraîné une opération militaire inédite de l'Union européenne en 2003, s'est soldée par au moins 30 morts dans cette province du nord-est de la

République démocratique du Congo. La province de l'Ituri et son chef-lieu Bunia se sont brutalement rappelés à la mémoire des Congolais et de leurs partenaires internationaux avec une nouvelle flambée de haine entre Hema éleveurs et Lendu agriculteurs. Au moins 23 membres de la communauté Hema ont été "massacrés" depuis vendredi, selon le communiqué de presse d'un de leur porte-parole, Hadji Ibrahim Ruhigwa Bamarakaki, qui dénonce "une

agression terroriste". Il déplore aussi douze personnes "grièvement blessées", et des "centaines de maisons incendiées dans plusieurs villages". Sa communauté a appelé à "deux jours de deuil" hier et aujourd'hui, avec arrêt de "toutes les activités" commerciales. Une source officielle de la région ne souhaitant pas être citée a confirmé à l'AFP ce bilan, ajoutant qu'une dizaine de combattants du groupe rival, les Lendu, ont aussi été tués. "Quatre autres personnes

sont mortes ce matin (lundi). Un capitaine de la police, atteint par balle, a succombé à ses blessures", a ajouté cette même source, précisant que les quatre civils appartenaient à la communauté des Hema. L'ONG Caritas évoque aussi "plus de 30 morts enregistrés" dans ce "massacre en territoire de Djugu". L'ONG décrit la "méthode d'attaque" des "combattants Lendu" : "Ils viennent nus et en silence. Ils incendient les cases, emportent des biens et éliminent les personnes visibles et celles

qui leur résistent". La force de la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) "va mener une mission de reconnaissance aérienne pour avoir une idée précise de la situation", a déclaré à l'AFP sa porte-parole Florence Marchal. Les violences en Ituri représentent l'un des nombreux conflits qui déchirent l'est de la RDC, en plus des conflits dans les deux provinces voisines du Nord et du Sud Kivu.

Nigeria/Violences

Deux morts dans une attaque de Boko Haram

AFP  
Maiduguri/Nigeria

DEUX personnes ont été tuées dimanche dans une attaque menée par des membres du groupe islamiste Boko Haram dans un village du nord-est du Nigeria, ont indiqué hier des sources locale et sécuritaire.

L'attaque a été menée vers 20 heures (même heure au Gabon) dans le village d'Alau-Kofa, situé à environ 12 km de Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno.

"Boko Haram est venu dans notre village la nuit dernière vers 20 heures, ouvrant le feu avec des armes et des lance-roquettes", a déclaré à l'AFP un habitant Bulama Bukar. "Deux personnes ont été brûlées vives et le village a été entièrement incendié, avec tous nos vivres", a-t-il dit. Cet habitant, dont le père a été visé par un tir à la jambe lors de l'attaque, a ajouté que les membres de Boko Haram "étaient venus pour voler notre bétail" mais qu'ils "ont été contraints à abandonner les troupeaux" à l'arrivée des soldats nigériens.

"Mercredi dernier, ils ont attaqué le village, tué trois personnes et emporté avec eux 50 têtes de bétail. Et maintenant, ils sont revenus", a-t-il dit. Une force sécuritaire à Maiduguri, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a confirmé le témoignage de cet habitant. "Cela s'inscrit dans une stratégie de défense des terroristes, qui font face à une pression croissante des militaires", a-t-il dit. Des militaires nigériens ont affirmé la semaine dernière avoir "nettoyé" la forêt de Sambisa - une place-forte des jihadistes dans l'Etat de

Borno - de la présence de Boko Haram, après avoir déjà affirmé la même chose il y a un an. Le commandant qui dirige la lutte contre Boko Haram, le général Rogers Ibe Nicholas, a déclaré hier devant des médias nigériens que le groupe affilié au groupe Etat islamique (EI) avait été "complètement vaincu". Mais la source sécuritaire à Maiduguri a mis en garde contre tout triomphalisme prématuré, malgré de récents succès. "Affirmer qu'ils ont été complètement vaincus c'est vraiment aller trop loin", a-t-il déclaré. "Ils ont effective-

ment été repoussés de Sambisa. Mais ils ont relocalisé leurs camps à Dubur et Yuwe près de Sambisa". Le président Muhammadu Buhari avait affirmé en décembre 2015 que Boko Haram était "techniquement battu" face à la reprise de l'armée nigérienne. Fin novembre, il a déclaré que les attaques de villages et les attentats-suicides, qui se sont à nouveau accélérés, ne sont que les "derniers coups de pied d'un cheval mourant". L'insurrection a fait au moins 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis 2009.

L'Afrique en bref

• **Guinée/Municipales.** L'opposition dénonce des fraudes

Des responsables de l'opposition en Guinée ont dénoncé des fraudes massives lors des élections locales de dimanche, les premières depuis 2005 dans un pays marqué par plus de 50 ans de régimes autoritaires.

• **Guinée équatoriale/Droits humains.** L'inquiétude de l'UE

L'Union européenne estime qu'il y a une "forte détérioration de la situation des droits de l'homme" en Guinée équatoriale avec la mort d'un opposant en garde à vue et "plus de 130 personnes détenues arbitrairement" depuis les dernières élections.

• **Kenya/Médias.** Reprise sur deux chaînes de télévision



Photo : AFP

Deux des trois chaînes de télévision kényanes, suspendues d'antenne depuis le 30 janvier pour avoir tenté de retransmettre l'investiture symbolique de l'opposant Raila Odinga, ont repris lundi leur diffusion.

• **Mali/Jihadistes.** Deux soldats tués dans le nord

Deux membres de la Garde nationale ont été tués dans la nuit de dimanche à hier par de présumés jihadistes dans le nord du Mali, où une gendarmerie a aussi été attaquée, selon des sources militaires.

• **Niger/Médias.** "Une journée de protestation"

Plusieurs chaînes de radio et télévision et des journaux privés du Niger ont déclenché hier "une journée de protestation" contre une opération de contrôle fiscal qui, selon eux, vise à les "étouffer". Au moins cinq groupes de radio-télévision, sur la dizaine qui émettent dans la capitale, ont cessé d'émettre hier matin.

• **Ouganda/Réfugiés.** Les autorités annoncent une enquête

L'Ouganda a annoncé hier une enquête sur des allégations de fraudes massives liées à l'aide humanitaire, l'ONU ayant également alerté les autorités sur des accusations de trafic d'êtres humains dans des camps de réfugiés dans ce pays.